

Comité de gestion. Il dispose de pouvoirs des plus étendus pour l'accomplissement de sa mission.

L'Inspecteur des Finances dispose d'un délai de quatre jours francs pour exercer son recours contre l'exécution de toute décision qu'il estime contraire à la loi, aux statuts ou à l'intérêt général. Le recours est suspensif.

Ce délai court à partir du jour de la réunion au cours de laquelle la décision a été prise, pour autant que l'inspecteur des Finances y ait régulièrement convoqué, ou, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a reçu connaissance.

Si le ministre dont relève le Service, saisi de recours, n'a pas prononcé l'annulation dans un délai de vingt jours francs commençant le même jour que le délai visé à l'alinéa précédent, la décision devient définitive.

L'annulation de la décision est notifiée au comité de gestion par le ministre dont relève le Service.

§ 2. La Cour des Comptes peut contrôler la comptabilité sur place. La Cour peut se faire fournir en tout temps, tout document justificatif, état, renseignement ou éclaircissement relatifs aux recettes et aux dépenses, ainsi qu'aux avoirs et aux dettes.

Art. 14. Les dépenses sont liquidées et payées sans intervention préalable de la Cour des Comptes.

CHAPITRE 6. — *Entrée en vigueur*

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

CHAPITRE 7. — *Disposition finale*

Art. 16. Le ministre qui a les Affaires étrangères dans ses attributions, le ministre qui a les Finances dans ses attributions et le ministre qui a le Budget dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 septembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
D. REYNDEERS

Le Ministre des Finances,
K. GEENS

Le Ministre du Budget,
O. CHASTEL

woont, met raadgevende stem, de vergaderingen van het Beheerscomité bij. Hij beschikt voor het vervullen van zijn opdracht over de ruimste bevoegdheid.

De Inspecteur van Financiën kan binnen een termijn van vier vrije dagen beroep instellen tegen elke beslissing die hij met de wet, met de statuten of met het algemeen belang strijdig acht. Het beroep is opschortend.

Deze termijn gaat in de dag van de vergadering waarop de beslissing genomen is, voorzover de inspecteur van Financiën daarop regelmatig uitgenodigd is, of, in het tegenovergestelde geval, de dag waarop hij er kennis van heeft gekregen.

Heeft de minister onder wie de Dienst ressorteert, bij wie het beroep werd ingesteld, binnen een termijn van twintig vrije dagen, ingaand dezelfde dag als de in het voorgaande lid bedoelde termijn, de nietigverklaring niet uitgesproken, dan wordt de beslissing definitief.

De nietigverklaring van de beslissing wordt aan het beheerscomité betekend door de minister onder wie de Dienst ressorteert.

§ 2. Het Rekenhof kan de comptabiliteit ter plaatse controleren. Het Hof mag zich te allen tijde alle verantwoordingsstukken, staten, inlichtingen of toelichtingen doen verstrekken betreffende de ontvangsten, de uitgaven, de activa en de schulden.

Art. 14. De uitgaven worden vereffend en betaald zonder voorafgaande tussenkomst van het Rekenhof.

HOOFDSTUK 6. — *Inwerkingtreding*

Art. 15. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

HOOFDSTUK 7. — *Slotbepaling*

Art. 16. De minister bevoegd voor Buitenlandse Zaken, de minister bevoegd voor Financiën en de minister bevoegd voor Begroting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 september 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
D. REYNDEERS

De Minister van Financiën,
K. GEENS

De Minister van Begroting,
O. CHASTEL

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2013/15212]

4 SEPTEMBRE 2013. — Arrêté royal fixant la composition, le fonctionnement et les attributions du Comité de gestion de l'Autorité nationale de Sécurité, service de l'Etat à gestion séparée

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108;

Vu la loi-programme du 22 décembre 2008, l'article 248;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 décembre 2008;

Vu l'avis du Comité ministériel du renseignement et de la sécurité, donné le 26 juin 2009;

Vu les accords du Ministre du Budget, donnés les 15 mai 2009 et 26 juin 2013;

Vu l'avis 47.071/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 octobre 2009;

Considérant que les articles 15bis et 22septies de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité présentent un intérêt particulier dans ce contexte;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2013/15212]

4 SEPTEMBER 2013. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de samenstelling, de werkwijze en de bevoegdheden van het Beheerscomité van de Nationale Veiligheidsoverheid, een Staatsdienst met afzonderlijk beheer

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op de programmawet van 22 december 2008, artikel 248;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 december 2008;

Gelet op het advies van het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid, gegeven op 26 juni 2009;

Gelet op de akkoordbevindingen van de Minister van Begroting, d.d. 15 mei 2009 en 26 juni 2013;

Gelet op het advies 47.071/4 van de Raad van State, gegeven op 7 oktober 2009;

Overwegende dat artikel 15bis en 22septies van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen in deze context een bijzonder belang vertonen;

Sur la proposition du Ministre des Affaires étrangères et du Ministre du Budget,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Il est créé un comité pour la gestion de l'Autorité nationale de Sécurité, service de l'Etat à gestion séparée, ci-après dénommé « Comité de gestion », lequel comprend :

1° le président du Comité de Direction du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, président de plein droit;

2° le président de l'Autorité nationale de Sécurité, vice-président de plein droit, sauf si cette fonction est déjà exercée par le président du Comité de Direction mentionné sous 1°;

3° le directeur d'Encadrement Budget et Contrôle de Gestion du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, vice-président de plein droit au cas où les fonctions mentionnées sous 1° et 2° sont exercées par une seule et même personne;

4° le directeur d'Encadrement ICT du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement;

5° le directeur d'Encadrement Personnel et Organisation du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement;

6° un représentant du SPF Budget & Contrôle de la Gestion;

7° un représentant du ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions.

Un secrétaire est désigné par le président.

Art. 2. Le membre visé à l'article 1^{er}, 6° est désigné pour une période de quatre ans par le ministre qui a le Budget dans ses attributions, après concertation avec le ministre des Affaires étrangères.

Le membre démissionnaire ou décédé est remplacé immédiatement. Le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur.

Le ministre compétent désigne un suppléant pour chaque membre du comité de gestion, à l'exception du président et du vice-président.

Art. 3. Le Comité de gestion délibère sous la présidence du président ou, en son absence, du vice-président. En cas de partage des voix, la voix du président de la séance est prépondérante.

Le Comité de gestion se réunit au moins quatre fois par an. Le président convoque les membres par écrit au moins huit jours ouvrables à l'avance et ce d'autorité ou à la demande. La convocation à la demande s'effectue sur l'initiative d'un ou de plusieurs membres. La convocation précise l'ordre du jour. La convocation à la demande indique les points que les demandeurs portent à l'ordre du jour.

Le Comité de gestion ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres est présente. Si ce quorum n'est pas atteint, le Comité peut, après une deuxième convocation, délibérer valablement sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents.

Les délibérations du Comité de gestion sont consignées au procès-verbal, signé par le président et le secrétaire.

Art. 4. Le Comité de gestion est notamment chargé :

1° d'approuver le projet de budget annuel qui reprend toutes les recettes et toutes les dépenses et le plan d'investissement annuel;

2° d'approuver les modifications éventuelles du budget;

3° d'approuver avant le 31 mars le compte d'exécution du budget, les comptes de gestion, les comptes patrimoniaux de l'exercice écoulé et le rapport d'activités annuel;

4° de fournir, d'initiative ou à la demande du ministre dont relève l'Autorité nationale de Sécurité, des avis en ce qui concerne la gestion du service d'Etat;

5° d'organiser la gestion du patrimoine du service;

6° de désigner le comptable responsable des recettes et dépenses;

7° de définir les modalités d'encaissement des rétributions et autres détails en rapport avec le prélèvement de ces rétributions;

8° de désigner le chef de service.

Op de voordracht van de Minister van Buitenlandse Zaken en van de Minister van Begroting,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Er wordt een comité opgericht voor het beheer van de Nationale Veiligheidsoverheid, een Staatsdienst met afzonderlijk beheer, hierna genoemd " Beheerscomité ", dat is samengesteld uit :

1° de voorzitter van het Directiecomité van de FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, die van rechtswege Voorzitter is;

2° de voorzitter van de Nationale Veiligheidsoverheid, die van rechtswege ondervoorzitter is, tenzij deze functie ook wordt uitgeoefend door de onder 1° vermelde voorzitter van het Directiecomité;

3° de stafdirecteur Begroting & Beheerscontrole van de FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, die van rechtswege ondervoorzitter is in het geval dat de onder 1° en 2° vermelde functies worden uitgeoefend door dezelfde persoon;

4° de stafdirecteur ICT van de FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking;

5° de stafdirecteur Personeel en Organisatie van de FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking;

6° een vertegenwoordiger van de FOD Budget en Beheerscontrole;

7° een vertegenwoordiger van de minister bevoegd voor Binnenlandse zaken.

De voorzitter wijst een secretaris aan.

Art. 2. Het lid bedoeld in artikel 1, 6° wordt aangesteld door de minister bevoegd voor Begroting, na overleg met de minister van Buitenlandse Zaken, voor een periode van vier jaar.

Als een lid ontslag neemt of overlijdt, wordt het onmiddellijk vervangen. Het nieuwe lid voltooit het mandaat van zijn voorganger.

De bevoegde minister wijst een plaatsvervanger aan voor elk lid van het beheerscomité, met uitzondering van de voorzitter en van de ondervoorzitter.

Art. 3. Het Beheerscomité beraadslaat onder het voorzitterschap van de voorzitter of, bij diens afwezigheid, van de ondervoorzitter. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter van de vergadering beslissend.

Het Beheerscomité vergadert ten minste viermaal per jaar. De voorzitter roept schriftelijk minstens acht werkdagen vooraf de leden bijeen en dit ambtshalve of op verzoek. De bijeenroeping op verzoek gebeurt op initiatief van één of meer leden. De bijeenroeping vermeldt de agenda. De bijeenroeping op verzoek vermeldt de punten die de betrokken leden op de agenda plaatsen.

Het Beheerscomité kan slechts geldig beraadslagen indien de meerderheid van zijn leden aanwezig is. Indien het quorum niet wordt bereikt, kan het comité, na een tweede bijeenroeping, geldig beraadslagen over dezelfde agenda, ongeacht het aantal aanwezige leden.

Van de beraadslagingen van het Beheerscomité worden notulen opgesteld die door de voorzitter en de secretaris worden ondertekend.

Art. 4. Het Beheerscomité is inzonderheid belast met :

1° het goedkeuren van een ontwerp van jaarlijkse begroting dat alle ontvangsten en alle uitgaven en het jaarlijkse investeringsplan bevat;

2° het goedkeuren van de eventuele wijzigingen van het budget;

3° het goedkeuren vóór 31 maart van de rekening van uitvoering van de begroting, de beheersrekeningen, de vermogensrekeningen van het afgelopen begrotingsjaar en het jaarlijkse activiteitenverslag;

4° het uitbrengen, op eigen initiatief of op verzoek van de minister onder wie de Nationale Veiligheidsoverheid ressorteert, van adviezen over het beheer van de Staatsdienst;

5° het organiseren van het beheer van het vermogen van de dienst;

6° het aanwijzen van de rekenplichtige voor de ontvangsten en uitgaven;

7° het bepalen van de wijze van inning van de retributies en de andere bijzonderheden in verband met de heffing van deze retributies;

8° het aanwijzen van het hoofd van de dienst.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Le ministre qui a les Affaires étrangères dans ses attributions et le ministre qui a le Budget dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 septembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
D. REYNDEERS
Le Ministre du Budget,
O. CHASTEL

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. De minister bevoegd voor Buitenlandse Zaken en de minister bevoegd voor Begroting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 september 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
D. REYNDEERS
De Minister van Begroting,
O. CHASTEL

**SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

[C - 2013/15213]

4 SEPTEMBRE 2013. — Arrêté royal fixant les montants des rétributions dues pour la délivrance des habilitations de sécurité, des attestations de sécurité et des avis de sécurité

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité, les attestations de sécurité et les avis de sécurité, les articles 15bis et 22septies;

Vu l'avis du Comité ministériel du renseignement et de la sécurité, donné le 26 juin 2009;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés les 13 juillet 2009 et 11 avril 2013;

Vu les accords du Ministre du Budget des 17 septembre 2009 et 26 juin 2013;

Vu l'avis 47.488/4 du Conseil d'Etat, donné le 10 février 2010;

Sur la proposition du Ministre des Affaires étrangères et du Ministre du Budget,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le montant de la rétribution à percevoir par l'Autorité nationale de Sécurité pour des personnes physiques s'élève à :

1° 150 euros, pour les habilitations de sécurité au niveau « Confidentiel »;

2° 175 euros, pour les habilitations de sécurité au niveau « Secret »;

3° 200 euros, pour les habilitations de sécurité au niveau « Très secret »;

4° 30 euros, pour les attestations de sécurité et les avis de sécurité.

Le montant de la rétribution à percevoir pour des personnes morales s'élève à :

1° 900 euros, pour les habilitations de sécurité au niveau « Confidentiel »;

2° 1.200 euros, pour les habilitations de sécurité au niveau « Secret »;

3° 1.500 euros, pour les habilitations de sécurité au niveau « Très secret ».

Art. 2. Le montant est automatiquement adapté le 1^{er} janvier de chaque année en fonction de l'évolution de l'indice santé du mois de novembre de l'année précédente.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

[C - 2013/15213]

4 SEPTEMBER 2013. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de bedragen van de retributies die verschuldigd zijn voor het afgeven van veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen, artikel 15bis en 22septies;

Gelet op het advies van het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid, gegeven op 26 juni 2009;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 juli 2009 en 11 april 2013;

Gelet op de akkoordbevindingen van de Minister van Begroting, d.d. 17 september 2009 en 26 juni 2013;

Gelet op het advies 47.488/4 van de Raad van State, gegeven op 10 februari 2010;

Op de voordracht van de Minister van Buitenlandse Zaken en van de Minister van Begroting,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De door de Nationale Veiligheidsoverheid te innen retributie bedraagt voor natuurlijke personen :

1° 150 euro, voor de veiligheidsmachtigingen op het niveau "Vertrouwelijk";

2° 175 euro, voor de veiligheidsmachtigingen op het niveau "Geheim";

3° 200 euro, voor de veiligheidsmachtigingen op het niveau "Zeer geheim";

4° 30 euro, voor de veiligheidsattesten en de veiligheidsadviezen.

De te innen retributie bedraagt voor de rechtspersonen :

1° 900 euro, voor de veiligheidsmachtigingen op het niveau "Vertrouwelijk";

2° 1.200 euro, voor de veiligheidsmachtigingen op het niveau "Geheim";

3° 1.500 euro, voor de veiligheidsmachtigingen op het niveau "Zeer geheim".

Art. 2. Het bedrag wordt elk jaar op 1 januari automatisch aangepast in functie van de evolutie van de gezondheidsindex van de maand november van het voorgaande jaar.